



COORDINATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS RIVERAINES DES SITES SEVESO.

AMBES
ARNAGE
BASSENS
BERRE
BEUVRY LA FORÊT
BOUROGNE
CAEN-MONDEVILLE
CERNY
CESSON
CORSEPT-PAIMBOEUF
COURNON D'AUVERGNE
DELUZ
DONGES
DUNKERQUE
ETREZ
FOS SUR MER
FRONTIGNAN
GAILLON
GONFREVILLE L'ORCHER
GOURNAY sur ARONDE
HARFLEUR
MONTAIR de BRETAGNE
LA MEDE
LANESTER
LA ROCHELLE
LE HAVRE
LORIENT
MARSEILLE-St MENET
MARTIGUES
MONTREUIL JUIGNÉ;
NARBONNE
ORLEANS
OUDALLE,
PIERRE BENITE
PORT st LOUIS du Rhône
QUEVEN
REDON
ROGERVILLE
ROGNAC
SANDOUVILLE
SAVIGNY LE TEMPLE
SISTERON
ST AVIT
ST CRESPIEN sur MOINE
ST JEAN DE BRAYE
ST MARTIN d'AOÛT
ST PIERRE DES CORPS
St PIERRE la GARENNE
ST VALLIER
STE FOY DE PEYROLIERES
TERSANNE
TOULOUSE
VERNON
VITROLLES
WARGNIES LE GRAND

DONGES, le 2 janvier 2021

à **Madame la Ministre
de la Transition Ecologique
Hôtel de Roquelaure**
246, boulevard Saint-Germain
75007 Paris
France

Madame la Ministre,

**«CULTURE DE LA SÉCURITÉ INDUSTRIELLE», c'est
l'exigence de la coordination nationale.**

Dans l'instruction du gouvernement en date du 15 décembre 2020 relative aux actions nationales de l'inspection des ICPE pour l'année 2021, vous annoncez la mise en place d'une mission sur la culture du risque avec un objectif: sensibiliser largement le grand public en lui apportant une information adaptée à chaque territoire sur la réalité des risques industriels et de leurs conséquences ou de notre action (*individuelle*) . Vous entendez «moderniser la culture du risque».

La coordination nationale des associations riveraines des sites Seveso s'est à de nombreuses reprises exprimée sur le sujet. Il est vraisemblablement utile de rappeler notre point de vue et préciser préciser que nos associations rejettent la culture du risque .

A cette «culture du risque» répétée à longueur de discours par les industriels, les services de l'État, la coordination nationale et les associations qui la composent valorisent «la culture de la sécurité industrielle». Deux approches diamétralement opposée: dans la culture du risque, c'est la résignation du riverain qui est souhaitée parce que cette résignation sert à faire l'économie des coûts de la sécurité par l'industriel.

L'acculturation aux risques n'est pas portée par les mêmes groupes sociaux que l'acculturation à la sécurité. Pour l'acculturation aux risques c'est le riverain qui doit changer de culture, pour l'acculturation à la sécurité c'est le législateur, le contrôleur et l'industriel qui doivent changer de culture.

Alors que dans la «culture du risque», il faut faire adhérer le public cible, les riverains, aux intérêts du «risqueur», dans la «culture de la sécurité» c'est le législateur, qui doit imposer aux industriels une politique responsable, appliquée sans faille, une politique visant à réduire les risques à la source, à respecter les réglementations avec à la clé des sanctions dissuasives en cas de non-respect.

Si la commission entend «enseigner les bons réflexes aux Français», il serait plus important d'enseigner la culture de la sécurité industrielle aux dirigeants des industries à risques.

Cette position peut sembler extrémiste mais c'est la seule qui soit défendable et qui permettra d'éviter d'autres accidents ou catastrophes et... d'autres commissions parlementaires qui n'ont d'autres buts que de chloroformer les médias et les citoyens puisque dans le même temps ces mêmes parlementaires votent des lois qui réduisent les réglementations qui encadrent ces sites à risques.

Il faut revenir sur toute la réglementation qui gère ces sites et il faut que le législateur donne les moyens aux services de l'état, aux salariés et aux riverains de vérifier et contrôler.

Les populations exposées aux risques réclament la mise en place d'outils leur permettant d'être alertés et informés rapidement des accidents technologiques ou naturels, des rejets, de leurs conséquences sur la santé humaine et l'environnement, de leurs causes et les moyens mis en place pour éviter la répétition de l'accident, elles refusent d'être culpabilisées et attendent en premier lieu des exigences fortes en direction des responsables des drames.

Les riverains n'entendent pas s'habituer, ni s'adapter à des situations à risque. Ils réclament des mesures promouvant la culture de la sécurité industrielle qui se construit et s'éprouve au quotidien dans les discours et les actes.

Les Coordonnatrices, les Coordonnateurs

Denis MOLIN (Toulouse) -

Jean François DUPONT (Sénart) - Raymond BOZIER (La Rochelle)

Sylvestre PUECH (La Mède) - Michel LE CLER (Donges)

* **«C'est pas sorcier»**: titre de l'émission présentée jusqu'en 2013 par Monsieur Frédéric COURANT, président de la mission initiée par Madame la Ministre de la Transition Écologique

Coordination Nationale des Associations Riveraines des Sites Seveso.
Michel LE CLER - 1 Le Larron . 44480. Donges